

# À quoi sert la science économique ?

Gilles Rotillon et Jean-Marie Harribey

*Libération*, 24 octobre 2018<sup>1</sup>

La tribune que nous propose Pierre-Yves Geoffard dans *Libération* du 18 octobre 2018<sup>2</sup> est symptomatique de l'idée que beaucoup d'économistes se font de leur discipline : une science permettant de mieux comprendre et de mieux organiser la production et la consommation dans l'intérêt général. Comme science, elle permet de pourchasser les fausses intuitions que le « bon sens » nous suggère et de mettre en œuvre les bonnes politiques qui sont nécessaires. Le fait que P.-Y. Geoffard place sur le même plan l'idée de « bon sens » que « le Soleil tourne autour de la Terre, et que celle-ci est plate » et celle d'un épuisement des ressources naturelles comme limite à la croissance montre qu'il se situe à l'égal d'un physicien post-galiléen luttant contre l'ignorance. Sa tribune étant en fait une glorification des avancées de la connaissance qu'ont permis les travaux de William Nordhaus et Paul Romer, les derniers récipiendaires du prix en mémoire d'Alfred Nobel qui vient d'être décerné par la Banque royale de Suède. Que nous apprennent ces travaux et atteignent-ils réellement leur but ?

Paul Romer est l'un des promoteurs de la théorie de la croissance endogène, qui, nous dit-on, souligne l'importance de l'éducation, de la santé et des infrastructures matérielles et institutionnelles pour la croissance. Ce faisant il « redonne à l'État un rôle crucial », dont on devine qu'il est de fournir cette éducation, cette précieuse santé et ces infrastructures essentielles. Évidemment, celui qui n'a pas lu P. Romer peut sans doute trouver que ces « résultats » sont bien triviaux et qu'un « prix Nobel » à ce tarif, c'est bien payé ! Il suffit de prendre la contraposée pour comprendre que si chacun est peu éduqué, a une mauvaise santé et que les infrastructures sont en capilotade, il n'en sortira rien de bon pour personne. Et P. Romer risque bien de laisser un lecteur dans un abîme d'interrogations, car si on oublie les équations qui saturent ses textes, les conclusions pratiques qui en sont tirées sont finalement assez bien résumées par P.-Y. Geoffard. Et il n'y a sans doute qu'un économiste mainstream pour s'extasier sur l'idée que l'État puisse avoir un « rôle crucial » et que l'éducation est importante.

Par suite vient le cœur du propos de P.-Y. Geoffard : puisque l'accumulation du « capital humain », la connaissance, est sans limites, la croissance le sera aussi. Peu importe l'épuisement des ressources naturelles. P.-Y. Geoffard ne nous le dit pas, mais c'est la définition même de la soutenabilité faible.

Certes, il nous avertit : la croissance n'est peut-être pas bonne si elle se fait en dégradant l'environnement. Heureusement, il y a les travaux de W. Nordhaus sur l'économie de l'environnement qui mettent en avant le rôle complémentaire de l'État et du marché, le premier devant corriger les dysfonctionnements du second. Que le marché commette des excès, c'est un « résultat » que des millions de gens ont pu expérimenter dans leur chair, qu'il faille donc y intervenir n'est donc pas non plus un scoop d'une grande nouveauté (comprendre pourquoi cette fameuse complémentarité n'est pas plus efficace, avec tant de travaux savants, le serait davantage). D'ailleurs, W. Nordhaus lui-même n'en est pas si convaincu que cela, car il critiqua durement le rapport Stern qui recommandait une action énergique et immédiate pour lutter contre le réchauffement climatique, au motif qu'il était

---

<sup>1</sup> *Libération* a publié le texte légèrement modifié : [https://www.liberation.fr/debats/2018/10/23/a-quoi-sert-la-science-economique\\_1687310](https://www.liberation.fr/debats/2018/10/23/a-quoi-sert-la-science-economique_1687310).

<sup>2</sup> « La seule croissance sera celle du capital humain ».

urgent d'attendre, les bénéfices futurs ne justifiant pas les coûts immédiats impliqués par cette lutte. On a connu des défenseurs de l'environnement plus pugnaces.

On ne peut manquer d'être frappé, après la lecture de cet article qui vante « l'attention particulière portée par l'analyse économique aux défaillances des mécanismes marchands, et aux manières dont l'action collective peut et doit pallier ces défaillances », par le peu de consistance de tels « résultats ». Nous sommes ici dans le domaine de la mauvaise abstraction vilipendée par Hegel et Marx. On nous dit que l'éducation est importante, et personne ne dira le contraire, parce que, à ce niveau de généralité, c'est évident pour tout le monde. Mais alors, pourquoi la France décroche-t-elle dans les évaluations internationales des performances scolaires ? Et si la santé est si importante, pourquoi tant de gens ont du mal à se soigner, tant de services hospitaliers sont au bord de la rupture, tant de patients cherchent un médecin référent qui raréfie du fait du numéris clausus et des départs en retraite (il ne fait pas bon avoir à trouver un ophtalmo dans l'urgence et les rendez-vous chez les cardiologues demandent souvent des mois d'attente) ? Quant aux infrastructures, qu'elles soient institutionnelles (le fonctionnement des tribunaux est loin d'être satisfaisant, le système bancaire toujours aussi peu sûr) ou matérielles (un réseau ferré hors TGV très vieillissant, des écoles ou des hôpitaux dégradés), elles sont loin d'être toutes en bon état. L'éducation, la santé, les infrastructures, c'est important dans l'abstrait, mais quand on regarde de près ce que cela implique, le tableau est plus sombre et les belles leçons de l'analyse économique sont peu opérationnelles.

Et ce n'est pas mieux du côté de l'environnement ! La biodiversité se dégrade à un rythme inquiétant, les gaz à effet de serre continuent à saturer l'atmosphère rendant de plus en plus incertain l'objectif, pourtant acté en grande pompe à la COP 21 de Paris, de rester en-dessous des 2° C, les maladies liées à notre mode de consommation (diabète, obésité, maladies cardiovasculaires) sont en augmentation constante... Bref, là aussi, la science économique peine à améliorer la situation.

C'est encore la même mauvaise abstraction qui est à l'œuvre quand on mentionne la « croissance » sans dire un mot de son contenu. P.-Y. Geoffard parle d'un monde d'abondance matérielle (toujours sans plus de précision), mais de quelle abondance est-il question ? De plus de téléphones portables, de voitures, ou de qualité de vie et de biens publics indispensables ? Quant à l'idée que la croissance sera toujours possible parce que le capital humain « n'est limité par aucune barrière matérielle », c'est aussi oublier un peu vite que la connaissance « pure » n'existe pas plus que la production immatérielle. L'information consomme énormément d'énergie, qui, que l'on sache, n'est ni gratuite ni évanescence. Et le mécanisme économique très simple qui fait que les hausses de prix induisent des substitutions n'implique pas que ces substitutions se fassent sans matière. Que le progrès technique et l'innovation permettent de découvrir de nouvelles formes de production et puissent repousser le moment où la contrainte matérielle devienne réellement un problème ne signifie pas que ce moment n'arrivera jamais à l'échelle des milliards d'années qui restent encore à la Terre. Aujourd'hui, les stocks connus sont évalués en centaines d'années de production au rythme actuel, c'est peu à l'aune du temps qui reste.

Finalement l'analyse économique que P.-Y. Geoffard nous vante n'a pas l'air d'être si utile pour construire une société où chacun puisse espérer trouver les conditions d'un développement harmonieux et partagé.